

# Les négociations s'engluent dans la gouvernance

- Les discussions pour des majorités "anti-PS" n'avancent vraiment pas.
- En Wallonie, la rupture entre le PS et le CDH est pourtant officiellement consommée.
- Les deux partenaires en voie de divorce se sont échangé des scuds hier, toute la journée...

**G**uerre de tranchées entre francophones. A quelques mètres de distance, les camps s'observent mais personne ne bouge. C'est la guerre d'usure, la guerre des nerfs. Les discussions pour former des majorités alternatives sans le PS dans les entités fédérées sont suspendues à la réussite d'une vaste réforme en matière d'éthique politique. Ecolo l'exige comme préalable. Défi aussi. Les verts ont participé jeudi après-midi à une table ronde sur ce thème avec les humanistes et les libéraux. La porte reste ouverte. Par contre, comme annoncé, Olivier Maingain, président des amarantes, a boudé ces palabres. Il veut des contacts en bilatérales avant une grande négociation. Il a obtenu gain de cause : des discussions de parti à parti devraient venir s'ajouter au pow-wow entre MR, CDH et Ecolo (prochaine grande réunion prévue mardi prochain).

## Préaccord PS-Défi

Attention, tout le monde est bien d'accord : de nouvelles règles plus strictes sont nécessaires pour corseter les élus. Les derniers mois, remplis de révélations sur des abus en tout genre (Publifin, Samusocial,...) le prouvent. Mais la stagnation actuelle autour du seul thème de la gouvernance plombe tout le reste. Défi et Olivier Maingain agacent, on l'a écrit. Mais Ecolo commence à énerver également. En particulier du côté du MR où le pessimisme est de plus en plus évident. "Est-ce que Lutgen a enfin compris qu'avec Défi, ça ne marcherait pas ?", s'interroge un libéral proche des "négos". En plus, le MR a tenté d'aborder d'autres sujets que la gouvernance et Ecolo a refusé. Ça devient problématique pour nous. Quand on voit les polémiques

sur la suppression de la taxe télé redevance en Wallonie, il est clair que la gouvernance n'est pas la seule préoccupation des citoyens. On ne veut pas se laisser enfermer dans l'agenda d'Ecolo. On se revoit mardi prochain mais on ne sait même pas si Maingain daignera venir ! Des bilatérales, c'est bien mais, à un moment, il faut quand même se réunir tous ensemble pour trancher."

Bref, même si on ne peut pas dire que l'exclusion forcée du PS de ses trois places fortes fédérées est à jeter aux oubliettes de l'histoire, ça sent le sapin... Les rumeurs sur un préaccord PS-Défi au gouvernement bruxellois pour 2019 et au-delà ont convaincu, en particulier chez les libéraux, qu'il est vain de s'acharner.

## La rancœur entre le CDH, le MR, Défi et le PS sera terrible à gérer.

des discussions fera voir rouge à Benoît Lutgen et aux libéraux. Ils lanceront les discussions pour une coalition MR-CDH pour le seul gouvernement wallon. Au final, les francophones auront des exécutifs régionaux fondés sur des alliances différentes. Avec une énorme rancœur à gérer entre le CDH, le MR, Défi et le PS. Avec un gouvernement commun (celui de la Fédération) menacé de paralysie totale pour cette raison. S'il fallait négocier une nouvelle réforme de l'Etat en 2019, Bart De Wever ne pouvait pas rêver mieux...

## Le point de rupture

Que va-t-il se passer dans les prochains jours ou les prochaines semaines ? La prédiction politique est un exercice à haut risque mais osons tout de même une piste : Défi va continuer à jouer la montre et à freiner des quatre fers, Ecolo va poursuivre sa croisade. Arrivera alors un point de rupture où le pourrissement

F.C.

# Entre le PS et le CDH, la guerre est officiellement déclarée

Eclairage Stéphane Tassin

J eudi matin, après la phase de dramatisation de ces derniers jours, la rupture était consommée entre le PS et le CDH, toujours partenaires – parce que rien ne permet de dissoudre l'assemblée wallonne – mais définitivement irréconciliables, désormais.

En effet, la réunion du gouvernement wallon annoncée comme potentiellement explosive en début de semaine n'aura donc duré que trente minutes. Alors que 98 points étaient inscrits à l'ordre du jour, le seul point concernant la suppression de la téléredevance aura suffi à mettre fin aux espoirs de ceux qui osaient encore penser qu'un accord sur ce sujet était possible. A la suite des menaces du MR, le CDH a donc fait ce qu'il disait depuis lundi : il a refusé de cautionner cette volonté du PS de supprimer une redevance qui passe mal au sud du pays.

Pour le PS, les humanistes auraient marqué leur accord la semaine dernière sur un deal global concernant plusieurs textes chers aux uns et aux autres. Une affirmation pourtant démentie avec force par le CDH.

A l'issue de cette mini-réunion du gouvernement, les hostilités ont pu commencer, le ministre-Président Paul Magnette (PS) ayant tout d'abord déclaré que le nouveau système d'allocations familiales qui doit entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 ne serait pas prêt. Une déclaration qui a encouragé le vice-Président du gouvernement, le CDH Maxime Prévot, qui porte la réforme, à garantir aux Wallonnes et aux Wallons que le nouveau système commencerait bien le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Et on ne s'arrêta pas là. Le chef de groupe PS au Parlement wallon, Christophe Collignon, est alors sorti de la réserve qu'il s'était imposée jusque-là. Et pour faire mal au passage. Son groupe

politique va donc bloquer partiellement le Parlement, la semaine prochaine en *“ne votant pas, ou en nous abstenant, ou en n'assurant pas le quorum pour les dossiers qui concernent le CDH. Qu'ils trouvent une majorité alternative pour le faire”*, balança Christophe Collignon.

Et puis, lors de la courte réunion du gouvernement, le CDH, selon Christophe Collignon, aurait commis d'autres forfaitures. *“Ils ont bloqué des subsides aux entreprises et des subsides aux communes, notamment un subside qui concerne de l'éclairage public, c'est scandaleux.”*

**“Le CDH a bloqué des subsides”**

Du coup, la semaine prochaine en commission et en plénière, le PS travaillera à la carte. *“Le CDH veut faire passer en urgence la suppression de l'Institut du patrimoine wallon. Nous ne le suivrons pas. Même chose pour les modifications qu'il veut apporter au CODT, le Code de développement territorial. Qu'il le fasse avec d'autres que nous.”* Pour Christophe Collignon, *“il y avait la semaine dernière un accord de principe sur la réforme de la redevance télé, qui entrerait dans un accord global visant plusieurs dossiers. Les CDH changent d'avis et jouent un sale jeu*

*politicien pour s'approprier une réforme. Nous ne sommes pas d'accord”*.

Christophe Collignon constate aussi que le CDH *“vote les dossiers qui l'intéressent et refuse ceux du PS. Il veut le beurre, l'argent du beurre et le sourire du PS. Il y a dix-huit jours que le CDH a rompu le contrat, nous avons eu une attitude responsable mais nous ne sommes pas d'accord pour lui servir la soupe. Nous assurerons l'essentiel mais nous ne jouerons pas le jeu du CDH”*, conclut-il.

Dans la foulée, les socialistes wallons déposaient un texte au Parlement visant à supprimer la redevance télé. Et, pour couronner le tout, on apprenait que la dernière séance de la session 2017-2018 du Parlement wallon, le 20 juillet prochain, serait supprimée, sous l'impulsion du MR et du CDH.

Rappelons qu'au Parlement wallon, le PS est ultradominant. Avec trois membres du bureau sur six et avec six mem-

bres sur douze dans chaque commission, sa capacité de blocage est réelle. Même si on imagine qu'il sera difficile pour le PS de trouver une majorité alternative pour faire voter la fin de la téléredevance, on peut désormais constater que la guerre est officiellement déclarée.

***“Il y a dix-huit jours que le CDH a rompu le contrat, nous avons eu une attitude responsable mais nous ne sommes pas d'accord pour lui servir la soupe.”***

**Christophe Collignon**  
Chef de groupe PS  
au Parlement wallon.